

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 27 SEPTEMBRE 2021 - 51^e ANNÉE - N° 1217 - 4 €

Pavillon de complaisance

Contrairement à ses collègues de Washington et de Canberra, Mme Catherine Colonna n'a pas quitté sa résidence de Kensington Gardens. On a beau avoir traité Boris Johnson comme la « cinquième roue du carrosse », l'indulgence vis-à-vis du cabinet londonien ne laisse pas d'étonner. On ne voulait pas faire de peine à la Reine ? L'ambassadrice aurait-elle obtenu des informations alors que ses collègues étaient dans le bleu ? Auquel cas, elle aurait sans doute préféré être rappelée, comme un indic qu'on met sous les verrous pour donner le change.

Il ne faut pas sous-estimer Londres. Si les Britanniques n'avaient pas déjà quitté l'UE, nous aurions pu assister à la même crise qu'en 1962, lorsqu'ils choisirent les missiles américains Polaris : le général de Gaulle leur avait claqué la porte au nez. Mais, « *Macron n'est pas le général de Gaulle* » (*New York Times*).

Que veut Londres ? Ce que veut la City : un Singapour-sur-Tamise, voire un nouveau Hong-Kong dont les passeports permettent l'entrée dans ce qui n'est déjà plus la Grande-Bretagne mais la « *Global Britain* ». Ce concept ne recouvre pas seulement la nostalgie impériale, le Commonwealth, « *l'Anglosphère* ». C'est bien plus : une anticipation du relais européen de l'Asie (toutes origines confondues).

« *L'Angleterre est une île* », disait le général de Gaulle. Elle dépend entièrement de son hégémonie maritime : la mer domine la terre. N'oublions jamais le credo de Churchill : « *Entre le grand large et l'Europe, je choisirais toujours le grand large* » ■



WIKIMEDIA COMMONS - CC BY-SA 3.0 - PHOTOS JEAN-MICHEL ROCHE

Capitulation sans conditions

La trahison de nos prétendus alliés aurait dû provoquer un immense sursaut national. Emmanuel Macron a préféré, lâchement, tourner la page.

La rupture par Canberra de l'accord signé avec Paris illustre la maxime gaullienne : un pays n'a pas d'amis, mais seulement des alliés. Les alliances se nouent ou se défont selon les intérêts nationaux. C'est cette règle que les Américains et les Australiens

ont froidement appliquée. C'est cette même règle que MM. Macron et Le Drian ont voulu ignorer. La France paie le très lourd prix de leur légèreté. Et la France va payer le prix de leur lâcheté. Au lieu de laver l'affront par une mobilisation nationale en vue

de la relance d'une politique mondiale, celui qu'on appelait Jupiter s'est entendu avec Joe Biden sur un communiqué de reddition. Mais rien n'est perdu : les peuples se vengent toujours des humiliations qu'ils ont subies. **L'article d'Éric Cézembre et l'éditorial en pages 5 et 16.**

Philosophe et théologien

Jean-Luc Marion retrace son itinéraire et donne son point de vue sur notre monde confronté au nihilisme.

Philosophe, théologien et membre de l'Académie française, Jean-Luc Marion est tout le contraire d'un intellectuel médiatique, ce qui lui évite les postures, bavardages et engagements superficiels dans lesquels se sont perdus plusieurs philosophes de sa génération.

Ce déficit de notoriété lui permet d'élaborer une œuvre où le chrétien qui fait de la

philosophie se distingue du croyant qui s'adonne à la théologie. Cette double démarche ne l'a pas rendu étranger au siècle.

À l'encontre du déclinisme ambiant, Jean-Luc Marion estime que l'Europe confrontée au nihilisme a plus de chances de rebondir que les États-Unis repliés sur eux-mêmes. **L'article de Gérard Leclerc en page 11.**

Dans ce numéro :

Page 3 : Arnaud Montebourg très remonté !

Page 5 : La crise de l'Alliance atlantique.

Page 7 : Kaboul, Islamabad, Srinagar.

Page 12 : Frédéric Lordon et la tentation communiste

Page 14 : Résistance royaliste : Marcel Joyeux.

Page 16 : Éditorial. Illusions et renoncements.

Relance ? Vous avez dit relance ?

L'embellie de l'économie française, que nous constatons actuellement, demeure fragile. D'autant qu'elle ne repose pas sur une véritable vision d'un système économique alternatif au néolibéralisme.

Contre toute attente, plus d'un an et demi après le début de la pandémie de Covid 19, le Produit intérieur brut de la France serait sur le point de retrouver son niveau de 2019. En 2021, sa progression pourrait même frôler les 6 % ; les prévisionnistes tablent – toute chose égale par ailleurs – sur 4 % en 2022, alors que son niveau d'avant la catastrophe sanitaire peinait à se stabiliser autour de 1,5 % par an. Autre bonne nouvelle : le taux d'emploi est aujourd'hui supérieur de 0,6 % à la situation antérieure à la crise, le taux de chômage, en léger recul par rapport à 2019, et les embauches en CDI et en CDD ont augmenté de 11 % entre mai et juillet 2021.

Du côté des entreprises, la fin du « *quoi qu'il en coûte* », la nécessité de rembourser les prêts garantis par l'État et de régler la facture des charges différées, ou encore la dégradation des débouchés, laissaient entrevoir de nombreuses défaillances. Il n'en sera probablement rien : les mesures prises par le gouvernement durant la crise leur auraient, en effet, permis de reconstituer leurs marges et d'augmenter leur trésorerie ; on constate, en outre, un redémarrage en flèche des créations d'entreprises, notamment dans les services. Il en résulte une augmentation logique de l'investissement productif qui a bondi de 2,3 % au deuxième trimestre 2021.

On aurait pu croire, également, que les difficultés de recrutement dans les secteurs les plus dynamiques provoqueraient une inflation salariale ; le rapport de force encore trop défavorable aux travailleurs permet d'en douter. Enfin, plus que les salaires, c'est vers l'épargne des ménages qu'il faut se tourner. Les Français auraient accumulé depuis le déclenchement de la pandémie un surplus avoisinant les deux cents milliards d'euros. De l'usage qu'ils en feront – achat de produits de première nécessité, de biens d'équipe-



Affiche du plan de relance. Le gouvernement n'a pas lésiné sur la communication mais le contenu est moins brillant.

ment, investissement financier ou immobilier, préférence pour la liquidité... – dépendra la vigueur de la croissance. Les premiers indices permettent cependant de prévoir un rebond de la consommation supérieure à 5 % et un retour au niveau atteint il y a deux ans dès janvier ou février.

Une reprise aléatoire et mal soutenue. Faut-il déduire de ce bref panorama que tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Pas vraiment. D'abord, il ne faut pas oublier qu'en 2020, la France avait perdu dix points de PIB, contre quatre aux États-Unis dans le même temps, pays dont la croissance culminerait à 7 % en 2021. Sur le front du chômage, ensuite, si le nombre

de demandeurs d'emploi des catégories A et B (à temps complet ou en activité réduite) régresse, il augmente toutes catégories confondues. Certes quelques secteurs recrutent massivement (santé, construction, informatique, éducation, action sociale), mais d'autres sont à la peine (hébergement, loisir, transports, habillement). Rien de grave si la formation continue permet des reconversions rapides, si les entreprises sont capables de se repositionner sur des secteurs porteurs et si les salariés sont prêts à changer de métier, mais c'est encore loin d'être le cas.

Par ailleurs, le projet de loi de Finances présenté le 22 septembre en Conseil des ministres et les largesses présidentielles en faveur de telle ou

telle catégorie pourraient faire croire que le gouvernement a renoncé à l'austérité budgétaire, mais on peut craindre qu'une fois l'élection présidentielle passée, le nouvel élu revienne à des considérations plus conformes aux attentes de Bruxelles qui, en la matière, n'a pas changé de doctrine. N'oublions pas ce qu'il s'est passé après 2008 : ce n'est pas tant la crise des *subprimes* qui a plombé les économies européennes que le retour à l'orthodoxie budgétaire.

Enfin, on peut légitimement se demander si la croissance du PIB est le bon indicateur pour évaluer la création de richesses ? C'est un sujet récurrent auquel Nicolas Sarkozy avait tenté de répondre en demandant à deux détenteurs

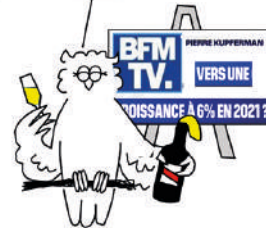
Sur le mur de Jean Chouan

CE QU'IL FAUT, C'EST UN PLAN DE RELANCE OPTIMISTE. C'EST ASSEZ SIMPLE, IL FAUT CALCULER UN INDICE POSITIF, EN ÉLIMINANT LES DÉTAILS, COMME PAR EXEMPLE :

LA DÉSINDUSTRIALISATION, LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT, LE BUSINESS MAFIEUX, LES DÉLOCALISATIONS, L'ÉCONOMIE CLANDESTINE, LA CORRUPTION...

LA VENTE DU PATRIMOINE, LA POLLUTION, LES PRIVATISATIONS, L'ABANDON DES INFRASTRUCTURES, L'ÉVASION FISCALE, ENFIN TOUS CES TRUCS NÉGATIFS INUTILES.

DU COUP, ÇA NOUS DONNE UN PIB EN PLEINE CROISSANCE. ALORS, Y A PAS DE QUOI ÊTRE OPTIMISTE ?



du « Prix de la Banque de Suède en science économique en mémoire d'Alfred Nobel » et au directeur de l'OFCE de l'époque de plancher sur le sujet. Comme on pouvait s'y attendre, aucune suite ne fut donnée... Or, le PIB met au même niveau les sommes dépensées pour réparer les dégâts causés par le réchauffement climatique (sécheresses, inondations, incendies...) et celles investies dans l'éducation ou la santé: avec Lucas Chancel, rappelons qu'en 1980, le salaire d'un professeur des Écoles équivalait à 2,3 fois le Smic, contre 1,2 aujourd'hui, alors que le niveau de formation est passé du simple bac à un bac + 5...

Quant aux cent milliards du plan de relance présenté par Jean Castex en septembre 2020, outre le fait qu'il additionne des carottes et des navets, des subventions européennes, des sommes déjà inscrites au budget de l'État et d'autres au financement on ne peut plus flou, il ne donne pas une véritable vision de la France de 2030 à laquelle il était censé préparer. On était en droit d'attendre que nos élites se saisissent de la crise sanitaire pour réorienter la finalité de notre système économique. L'occasion est une nouvelle fois manquée: on ne peut même pas dire qu'on est déçu puisqu'on n'y croyait pas ! ■

NICOLAS PALUMBO.

Montebourg remonté...

Arnaud Montebourg est remonté en selle, pour bouter Emmanuel Macron. Des slogans discutables annoncent un projet intéressant. Mais avec qui l'ancien ministre veut-il mener la bataille ?

Dans une tribune publiée par *Le Monde*, le 7 juin, Arnaud Montebourg soulignait qu'au second tour de la présidentielle de 2017, quatre millions de citoyens avaient voté blanc ou nul tandis que 12,1 millions s'abstenaient. Selon lui, les électeurs qui refusaient le choix entre le nationalisme et l'ultralibéralisme appartenaient aux classes moyennes et populaires. D'où l'idée de rassembler cette force latente autour d'un « programme politique interventionniste, régulationniste, républicain et laïc, dans et en dehors des partis ».

C'est selon cette visée stratégique que l'ancien ministre a lancé sa campagne, le 4 septembre à Clamecy, sur un thème naïvement racoleur: « la remontada de la France ». Les idées exprimées ce jour-là nous étaient en revanche familières: reconstruction de l'industrie sur l'ensemble du territoire grâce à des « réglementations protectionnistes » et à l'intervention de l'État; « organisation active d'une France sans pétrole »; rééquilibrage du ter-



Arnaud Montebourg. L'UE doit nous fichier la paix !

ritoire pour contrer la tendance à la métropolisation; ouverture d'une négociation sur les salaires et les revenus et nouvelle politique agricole, malheureusement résumée par le slogan du « retour à la terre ».

Les censeurs « souverainistes » ont déploré le manque de référence au « Frexit » et se sont indignés quand Arnaud Montebourg a déclaré qu'il n'était pas souverainiste – ce qui n'est pas difficile puisque le souverainisme n'existe pas. Il n'en demeure pas moins que le programme du candidat est contraire aux normes bruxelloises et que sa victoire entraî-

nerait une confrontation avec les organes de l'Union européenne – dès lors qu'une majorité parlementaire se dégagerait en faveur de ce programme.

Lors de son discours à Frangy-en-Bresse, le 25 septembre, le candidat a réaffirmé que l'U.E. devait « nous fichier la paix ! », tout en précisant qu'il n'y avait pas de plan A, B ou C en référence aux velléités de Jean-Luc Mélenchon. Fixer les objectifs pour la France, laisser Bruxelles se découvrir et ne pas dévoiler d'éventuelles réponses tactiques, c'est effectivement une bonne méthode.

À Frangy, Arnaud Montebourg a lancé un appel au rassemblement: « Je reviens avec le désir de dépasser ce que nous avons été, pour reprendre avec tous les Français le chemin du récit national dont nous avons été expulsés depuis si longtemps ».

Le candidat a ensuite lancé un appel au « peuple de gauche ». Il lui reste à inviter d'autres familles politiques, qui ont activement participé au récit national et qui souhaitent le vaste rassemblement des patriotes décidés à reprendre l'aventure collective. Au nouveau compromis historique entre les classes moyennes et populaires doit correspondre une nouvelle alliance politique. ■

YVES LANDEVENNEC.

Échos du net

■ **Z comme Zemmour.** Bien qu'il ne soit pas encore officiellement candidat à la prochaine élection présidentielle (décompte du temps de parole oblige...), Eric Zemmour fait l'objet (à son corps défendant?) d'un intense bouillonnement médiatique.

Sur le site Voix de l'Hexagone (1), Pierre-Henri Paulet nous aide à décrypter le sens et la portée de ce battage: « Reportages télévisés, couvertures de magazines, publications sur les réseaux sociaux, affichage sauvage dans les rues... Eric Zemmour est décidément partout. L'éditorialiste-essayiste dissimule derrière la tournée de promotion de son dernier ouvrage *La France n'a pas dit son dernier mot* ce qui est une authentique campagne pré-électorale. Manifestement, ses déplacements attirent les foules mais aussi la curiosité des médias. Avec toute

la complaisance dont ils sont capables, les journalistes couvrent à grand renfort de flashes et de caméras tous ses déplacements. Les voilà en train de transformer le sulfureux « Z », rodé aux polémiques comme aux prétoires, en véritable produit. Du pur marketing électoral ».

L'éditorialiste y détecte comme un air de déjà-vu qui l'amène à s'interroger: « Il y a cinq ans, les mêmes médias frétilaient pour un candidat parfois présenté comme "hors système", sans parti et jamais élu, qu'un concours de circonstances plus ou moins fortuites allaient conduire jusqu'à l'Élysée... La similitude des deux phénomènes étonne. Eric Zemmour, dont le logiciel idéologique hyper-droitier apparaît pourtant aux antipodes des opinions qui imprègnent les grands médias, deviendrait-il contre toute attente le "chouchou" inavoué de la présidentielle à venir ? ». La question

mérite d'être posée. Sans ignorer la motivation économique, toujours omniprésente dans le monde médiatique, qui considère que « personnalité ultra-clivante, Zemmour fait réagir (donc intéresse!) ceux qui voient en lui un maître-à-penser comme ceux qui le détestent. Parler du "Z", même pour le moquer au ras-des-pâquerettes à la mode *France Inter*, c'est faire de l'écoute, de l'audience, des ventes d'exemplaires, bref, s'assurer des parts de marché. Et puisque tout le monde en parle, alors parlons-en davantage que le concurrent ! », Pierre-Henri Paulet considère, à juste titre, qu'il est également important d'en avoir une lecture politique.

En effet, il ne faut pas oublier « que le système médiatique est parfaitement conscient du pouvoir qu'il détient sur l'opinion » et que « créer une émulsion autour de Zemmour possède une finalité à plus long terme, comme

il y avait aussi une finalité, en 2017, à souffler sur la candidature creuse d'Emmanuel Macron pour lui donner du volume ». Il s'agirait aussi de « fragiliser la droite classique et l'extrême droite » en favorisant au maximum un duel Zemmour/Macron pour le second tour, bien moins risqué pour le Président sortant que celui de 2017, la candidate RN n'étant plus aussi « diabolisable » que lors du précédent scrutin. Et Paulet de conclure que « l'instrumentalisation actuelle de la candidature d'Eric Zemmour par ceux qui se disent, le moment venu, ses plus farouches adversaires ne fait, en vérité, aucun doute ».

Mais nous savons aussi que l'Histoire, si elle peut bégayer, ne se répète pas. Et surtout ne s'écrit jamais d'avance...

LOÏC DE BENTZMANN,

(1). <https://voixdelhexagone.com/2021/09/20/a-qui-profite-le-z/>

Ah les belles brèves de campagne !

La campagne des présidentielles a commencé, et plutôt mal si l'on en juge par les premières primaires et les premiers débats télévisés. Comme il va falloir tenir encore six mois, mieux vaut en rire plutôt que d'en pleurer.

■ **Ca alors !** – « Présidentielle 2022 : une future campagne à plusieurs inconnues pour Emmanuel Macron » (*Le Monde*). C'est souvent inhérent aux élections, cette part d'incertitude dans le hasard. Mais peut-être que *Le Monde* et Emmanuel Macron l'ignorent ?

■ **Anti-système.** – « Les propos anti-européens de Michel Barnier sèment la consternation à Bruxelles » (toujours *Le Monde*). Pourtant, Barnier eurosceptique, ça friserait presque la démagogie grossière.

■ **Échaudé craint l'eau froide.** – « Pourquoi le PS ne soutient-il pas Ségolène Royal au Sénat » (BFMTV). Peut-être parce que c'est Ségolène ?

■ **Vu sous cet angle...** – « Doubler le salaire des enseignants me paraît excessif (...) mais il y a un donnant-donnant à faire avec eux : un peu plus d'heures contre un peu plus de salaire » (Valérie Pécresse). Des heures contre du salaire ? Voilà une idée bigrement audacieuse.

■ **Chapeau !** – « Après l'Australie et les États-Unis, des relations tendues entre la France et la Suisse » (*Le Monde*, encore !). Jupiter réussit la prouesse de faire sortir la Suisse de ses gonds...



Sandrine Rousseau. Elle n'a pas fini de nous faire rire (ou pleurer) !

■ **Cabotin.** – L'homme qui est parvenu à importer les primaires en France revient, après la pagaille, tout seul, la fleur au fusil, avec sa « remontada ». Montebourg ou la candeur vicieuse...

■ **Révélation.** – À propos de primaires, et alors que 2017 aurait normalement dû en sonner le glas, EELV persévère. À l'heure d'écrire ces lignes, nul n'en connaît l'heureux.x.se élu.e – satanées « inconnues » – mais on a vu éclore une incontestable championne : Sandrine Rousseau, virtuose des bourdes grossières et élucubrations lunaires.

On trouverait presque les ségolénades de 2007 bien fades.

■ **Roussottises (1).** – De mauvaises langues, curieuses de l'avènement de l'apôtre(.sse ?) de l'éco-féminisme, en ont exhumé de vieilles fulgurances (son appel, en 2015, à remplacer les pylônes électriques par des éoliennes, ou son combat commun avec Rokhaya Diallo contre le « racisme » des pansements...).

Sans surprise, ces vils persifleurs furent promptement jetés dans l'opportune benne du « blantriarcat sexiste d'extrême droite » qui permet à n'importe

qui de déblatérer impunément sur n'importe quoi.

■ **Roussottises (2).** – De la diva des « anti-meetings », encore : « si vraiment il y a (...) de potentiels terroristes, (...) Quelque part, les avoir en France, cela nous permet aussi de les surveiller ». Le plus sûr, pour les avoir totalement sous contrôle, serait même de tous les inviter.

■ **Roussottises (3).** – « Ce processus des primaires montre que nous sommes en capacité de gagner et d'aller jusqu'à l'Élysée ». Qui, en effet, n'a pas en mémoire les éclatantes victoires, la dernière fois, de Benoît H. et de François F. ?

■ **Roussottises (4).** – Quelques jours après son hommage remarqué à « Jean-Pierre » Belmondo, la verte pourfendeuse des Lumières obscurantistes et du patriarcat prédateur de sorcières (propos tenus récemment lors d'un colloque de L'Union Populaire), répondait à LCI sur un épineux sujet politique (« *Primaire écologiste : au fait, les cinq candidats mangent-ils de la viande ?* »).

Facétie ? Coquille ? La rédaction a eu l'exquise idée de la prénommer Delphine. Et toc ! ■

MATHIEU MOREL.

La quinzaine sociale

■ **Dissimulation.** – « Travail dissimulé » : telle est la charge dont Deliveroo et trois de ses ex-dirigeants devront répondre en mars 2022 devant le tribunal correctionnel de Paris pour avoir employé comme « indépendants » des livreurs qui auraient dû être salariés. En décembre 2017, l'inspection du Travail avait constaté que depuis 2015, la plateforme de livraison de repas aurait recouru à des milliers de travailleurs sous un prétendu statut indépendant, via des contrats commerciaux, alors « qu'ils étaient placés dans un lien de subordination juridique permanente à son égard ». C'est, en effet, Deliveroo qui définissait les éléments de la prestation de manière unilatérale, comme elle

l'aurait fait dans le cadre d'un contrat de travail : fixation des tarifs, contrôle de la prestation en temps réel, radiations des travailleurs qui ne remplissaient pas leurs objectifs. Foodora et Take Eat Easy font également l'objet d'une enquête préliminaire pour le même motif en France.

■ **Greenwashing ?** – La Responsabilité sociale des entreprises (RSE), définie comme « la contribution des entreprises aux enjeux du développement durable », peine à convaincre les salariés. C'est ce que révèle une étude du Cegos (groupe de formation professionnelle continue) publiée le 22 septembre 2021. S'ils sont massivement prêts à s'engager en faveur des programmes RSE de leur employeur, les salariés expriment de sérieuses réserves quant

à leur sincérité. « Pour 57 % des collaborateurs, la démarche RSE de leur entreprise est d'abord une démarche de communication, contre 43 % qui y voient un engagement sincère », peut-on lire dans le rapport. Même s'ils ne sont que 29 % à avouer connaître précisément les contours de la RSE, 86 % d'entre eux se disent prêts à s'investir en sa faveur. Les métiers peu qualifiés, les employés les plus âgés, les salariés d'organisations de taille modeste ou issus du secteur public figurent parmi les catégories professionnelles les plus hermétiques à la RSE.

■ **Une voie pour tous.** – Très critiques à l'égard de la réforme Blanquer de l'enseignement professionnel, plusieurs organisations de jeunesse, dont Ghetto'up (mouvement de jeunes issus des

quartiers populaires), Différent Leaders (qui rassemble des étudiants et de jeunes professionnels) ou encore l'Union Nationale Lycéenne ou le Mouvement national lycéen ont lancé le 21 septembre le collectif « Une voie pour tous ». Cette création fait suite à la tribune parue dans *Le Monde* le 7 juillet intitulée « Les lycéens de la voie professionnelle ne sont pas des élèves de seconde zone ». Dressant le constat d'une filière abandonnée, souffrant de « dévalorisation », de « désengagement », de « déscolarisation » et « désorientation », le collectif propose la création de nouvelles filières (bac pro métiers des médias, bac pro métiers de la communication, bac pro métiers de l'action sociale...) et entend installer la réforme de la voie professionnelle dans le débat en vue de l'élection présidentielle. ■

Tsunami sur l'alliance atlantique

La rupture de l'accord avec l'Australie pour le renouvellement de sa flotte sous-marine est, pour l'alliance qui s'était constituée face aux ambitions chinoises, mais aussi pour celle qui nous lia à l'Amérique pendant plus de deux siècles, une véritable trahison. Mais la réponse n'est pas à la hauteur de l'affront.

Après la fin des essais nucléaires en Polynésie française, notre diplomatie était parvenue à renouer avec les États du Pacifique sud. L'Australie et la Nouvelle-Zélande avaient pris conscience de nos intérêts communs. Un front se constituait, avec les États-Unis, l'Inde, l'Australie, le Japon. La zone indo-pacifique était pour la politique étrangère d'Emmanuel Macron un élément structurant et l'Union européenne y prêtait enfin attention.

La Polynésie française, en passant par la Réunion, les Terres australes et la Nouvelle-Calédonie, s'étiraient de part et d'autre du continent australien. Au-delà même du contrat de fourniture de sous-marins, un accord de coopération était en préparation, on aurait pu voir des unités françaises dans des bases australiennes. Des exercices terrestres, navals et aériens étaient planifiés, nos légionnaires s'entraînaient au Queensland. Nous aurions pu trouver, chez nos alliés australiens, les facilités portuaires et industrielles qui manquent à nos communautés d'outre-mer.

Un coup de poignard dans le dos. C'est cette construction qui vole en éclats. Les Anglo-Saxons, États-Unis, Australie ainsi que le Royaume-Uni, dont le rôle n'est peut-être pas anecdotique dans cet épisode, viennent de signifier que l'alliance française était quantité négligeable, que le front se reconstituait sous domination américaine, la France étant au mieux un appoint. Nous perdons une capacité de coopération technique, mais surtout trois alliés, pour gagner trois concurrents si ce n'est trois adversaires.

Notre indignation face à la trahison d'« alliés » qui nous ont trompés jusqu'au matin du dernier jour ne doit pas faire oublier la légèreté de dirigeants français qui n'ont pas donné à nos forces militaires dans la zone le poids qui aurait rendu notre alliance plus crédible, qui n'ont pas vu ou voulu voir le coup bas qui se préparait, ni fixé clairement les lignes rouges. Personne n'a osé dire à Washington qu'il y avait des limites aux pressions exercées pour nous évincer des marchés, au-delà desquelles nous tirerions les conséquences politiques. On évoque, ici et là, le manque de sens commercial de la partie française, que le gouvernement australien ne manque pas de mettre en épingle, mais la décision est d'un autre ordre.

Cette rupture met l'Australie entre les mains de Washington (il serait étonnant que les sous-marins ne reçoivent pas un officier de liaison américain doté d'un droit de veto) et montre qu'elle ne cher-



Jean-Yves Le Drian. L'Élysée l'a laissé monter au créneau pour capituler ensuite en rase campagne.

chait plus un allié mais un protecteur. L'Australie accepte un statut de vassal, quitte à rompre avec le tabou de la dénucléarisation et à prendre un retard important dans le renouvellement de sa flotte sous-marine. Les sous-marins nucléaires de la classe Virginia n'ont pour véritable avantage qu'une plus grande autonomie, qui certes améliore les capacités de rétorsion mais aussi la possibilité de participer à une guerre américaine en mer de Chine.

L'Australie accepte un statut de vassal, quitte à rompre avec le tabou de la dénucléarisation.

La perte d'argent et d'heures de travail pour Naval group et ses sous-traitants est substantielle, mais ce n'est pas l'essentiel.

Les Anglo-saxons auront-ils l'intelligence de ne pas renouer avec la rhétorique antifranaïse, particulièrement déplacée de la part de pays qui ont pratiquement éradiqué leur population indigène ? Ce serait folie de leur part d'espérer récupérer un héritage dont la Chine serait le plus probable bénéficiaire. Ce critère nous permettra de déterminer qui, dans l'océan Indien et le Pacifique, est notre ami et qui ne l'est pas. Nos intérêts sont le respect de la liberté de choix de nos concitoyens d'outre-mer et de notre zone économique exclusive, non la participation à une guerre américaine contre la Chine.

Que faire, maintenant ? La France est seule dans une zone où elle entretient des forces plus que réduites, même s'il reste des pays tiers dont l'attitude sera cruciale, l'Inde en particulier. La première urgence est de renforcer nos capacités de combat et de maintenance, de rendre plus fréquents les déploiements de forces aériennes et navales. Développer le dialogue et la coopération militaire, négocier des facilités portuaires et industrielles avec l'Inde, le Chili, dont une partie des bâtiments militaires est d'origine française. La domination écrasante revendiquée par l'Amérique doit fatalement entraîner des réactions.

Le constat de l'unilatéralisme américain ne vaut pas seulement pour la zone indo-pacifique et pour l'Afghanistan : l'alliance américaine n'est plus une garantie pour personne. L'Otan n'est pas seulement en état de « mort cérébrale », c'est son fondement même qui est en cause.

Que nous apporte l'Otan, à part un système de communication et de contrôle opérationnel, dont la sortie de l'organisation militaire en 1966 ne nous avait pas privés ? La Russie est désormais loin. Notre solidarité avec nos voisins européens est acquise, mais ne doit pas être inconditionnelle ni illimitée. Il est temps pour eux de comprendre qu'il ne s'agit pas seulement de piller et dépecer notre industrie de défense.

La réintégration dans le giron otanien choisie par Sarkozy ne nous a jamais rien rapporté, comme nous l'avons toujours dit dans *Royaliste*. Revenir sur cet abandon est un minimum et une urgence.

La réaction des gouvernements européens est ambivalente. À la fois ironie devant la déconfiture de la « grande Nation » et prise de conscience de la marginalisation de l'Europe par les États-Unis. Le sommet de Toulouse organisé par Ursula von der Leyen montrera si une partie significative des nations européennes est prête à s'émanciper quelque peu de la tutelle américaine, ou si l'Europe de la défense est une chimère.

À ce moment crucial, la révision à la hausse de la loi de programmation militaire démontrera seule notre résolution. Le débat présidentiel ne pourra passer sous silence le statut international de notre pays et les moyens de sa défense. Il ne suffira pas de clamer « Quittons l'Otan » ou d'affirmer au contraire que tout est désormais arrangé, il faudra indiquer clairement quel modèle d'armée nous bâtirons pour la prochaine génération. On peut défendre l'idée d'une France désarmée et se repliant de l'hémisphère Sud. On ne peut nous raconter plus longtemps que nous pouvons voyager en première avec un billet de seconde ! ■

ÉRIC CÉZEMBRE.

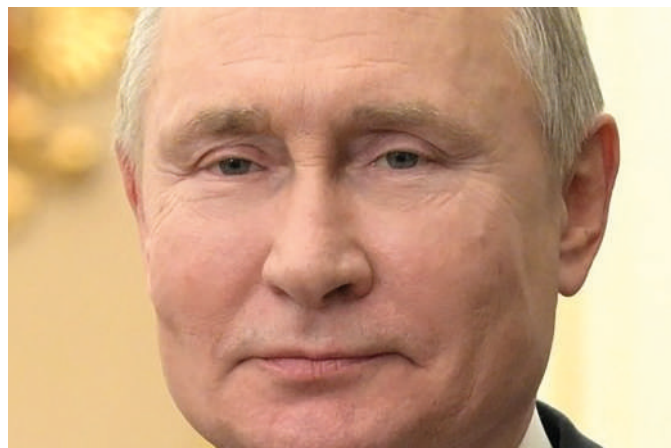
Russie : un système très largement bloqué

Comme on s'y attendait le parti Russie unie du président Poutine a largement gagné les élections législatives des 17, 18 et 19 septembre 2021. Ce résultat n'est pas sans susciter des interrogations.

Si l'on s'en tient aux chiffres, les résultats sont sans appel. Le parti du Président remporte 300 des 450 sièges qu'il y avait à pouvoir dans un scrutin qui combinait scrutin proportionnel et suffrage uninominal à un tour, le tout avec 49,82 % des suffrages exprimés.

L'opposition communiste est loin derrière avec un peu moins de 20 % des voix, malgré une petite progression. Les nationalistes de Vladimir Jirinovski obtiennent 7,5 % des voix, talonnés par le parti centriste Russie juste (7,44 %), émanation du Kremlin censée équilibrer Russie unie et donner une façade pluraliste au pouvoir russe.

Si le parti le plus proche du pouvoir a largement reculé en termes de sièges et le parti communiste légèrement progressé, l'équilibre général de la Douma reste inchangé. À noter cependant, l'arrivée d'un nouveau parti, le Parti des Gens Nouveaux qui recueille 5,3 % des suffrages exprimés. Cela va-t-il contribuer à revitaliser la Douma, l'essentiel des



Vladimir Poutine. Un poutinisme sans Poutine a-t-il un sens ?

grands débats et controverses se situant davantage dans les médias que dans l'hémicycle ?

Naturellement ces élections ne correspondent pas aux critères d'une élection honnête et transparente. Des ONG qui surveillaient le scrutin ont dénoncé des opérations de falsification du scrutin dans de nombreux endroits, particulièrement à Moscou. On sait par ailleurs que, depuis plusieurs mois, les partisans d'Alexeï Navalny sont systématiquement pourchassés par les autorités et n'ont pas eu accès au scrutin. Il n'empêche. On ne peut décemment assimiler le système russe à une simple dictature. Le pluralisme partisan n'est pas qu'une façade.

Les partis présents à la Douma sont sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la politique internationale, avec un discours ayant une forte coloration patriotique et anti-occidentale. Mais sur le plan de la politique intérieure, les oppositions restent vives et peuvent s'exprimer. On pourrait ainsi reprendre l'idée de pôle unipolaire chère à Giovanni Sartori, pour qualifier le spectre parlementaire russe. Sans oublier une société civile prompt à se mobiliser sur des sujets ponctuels, notamment écologiques, et qui refuse de se laisser embrigader par un parti.

Reste que même si le régime paraît stable, il repose entièrement sur la personnalité de

Vladimir Poutine, bien plus populaire que son propre parti. S'il est assuré potentiellement de pouvoir rester au pouvoir jusqu'en 2036 (il aura alors 84 ans), qu'en sera-t-il au-delà ? Un poutinisme sans Poutine a-t-il un sens ? Sans oublier les abstentionnistes, un peu moins de la moitié du corps électoral en 2021, qui fragilisent le système politique. Au pouvoir russe de savoir affronter les défis de la corruption, du creusement des inégalités, de la crise économique amplifiée par la pandémie du Covid, de la modernisation des infrastructures. Vaste défi. ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits majeurs

■ **Algérie.** – Discretion déléguée pour les obsèques d'Abdelaziz Bouteflika. Le potentat qui avait dirigé l'Algérie pendant vingt ans a été enterré le dimanche 19 septembre dans un carré du cimetière El Alia, qui accueille les restes des héros de la guerre d'indépendance. Son cercueil n'a pas été exposé au public et aucune journée de deuil n'a été décrétée. Le successeur direct de Bouteflika, Abdelkader Bensalah, président du pays par intérim d'avril à décembre 2019, est décédé à son tour, le 22 septembre 2021 à l'âge de 79 ans.

■ **Allemagne.** – Les témoignages de compassion de la diplomatie allemande à l'égard de la France ont afflué, après que cette dernière s'est fait griller la politesse par les États-Unis et la Grande-Bretagne pour la fourniture de sous-marins à l'Australie. Dans le même temps, le général Eberhard Zorn, chef d'état-major des armées, s'est félicité de la signature d'un accord de coopération dans le domaine spatial conclu entre l'Allemagne et... l'Australie. Un sens du timing que le Quai d'Orsay appréciera...

■ **Canada.** – La liste libérale du Premier ministre Justin Trudeau est arrivée en tête des élections fédérales anticipées du 20 septembre 2021. Reconduit dans ses fonctions pour un troisième mandat, Trudeau n'a pas gagné son pari pour autant. En convoquant les électeurs sur dissolution de la chambre basse, il espérait la majorité absolue de 170 sièges. Avec 156 élus contre 155 obtenus en 2019, les libéraux confortent à peine leurs effectifs, devançant les conservateurs (119 sièges) qui perdent deux députés.

Voix étrangères

■ **Tschüss Mutti!** Après Merkel, Merkel : on n'en sort pas ! Semaine après semaine, depuis le retour des vacances, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* s'impatiente, à la manière de « l'Allemagne s'ennuie ». Il se lamente d'un retour du même, ou l'éternel retour : « Weiter-so ». C'est le thème qui a propulsé le candidat social-démocrate en tête des sondages, jouant sous sa qualité de vice-chancelier du gouvernement sortant de coalition CDU-SPD. L'hebdomadaire donnait d'Olaf Scholz un portrait orienté dans son édition du 27 août que l'on comprend mieux en lisant le numéro suivant, daté du 4 septembre, et titré sous un portrait d'adieu de la chancelière : « *Geschafft* » (traduction libre : devoir fait, ou mission accomplie, mais qui se révèle plutôt être

un raccourci peu avenant : « *c'est terminé !* »). Le journal y dresse un long bilan en demi-teinte des seize ans de la chancelière : « *une ère d'opportunités manquées* ». Elle fut celle qui aura « *maintenu* » l'Allemagne et l'Europe à travers les crises mais, avec tout le capital politique dont elle disposait, elle en a « *trop peu fait* ». Ce serait donc une erreur, conclut l'éditorialiste, de se contenter de la continuer. « *La démocratie suppose des alternatives. Avec Merkel il n'y en avait pas. Idem avec Scholz* ».

Continuité : c'est le sens qu'il faut donner au fameux « *losange* » de Merkel (*die Raute*), qu'en France on traduit de préférence par « *le diamant* » : les deux mains jointes sur l'estomac, les doigts ouverts, les deux pouces fermant l'angle supérieur de cette forme géométrique qu'affectionne la chancelière parce qu'elle exprime sans doute le

stade de perfection qu'a toujours recherché cette scientifique qui, selon le journal, ne connaît que « *chiffres, tables et graphiques* ».

Der Spiegel rappelle un portrait de Roosevelt dont on disait qu'il était « *une intelligence de second rang mais un caractère de première classe* », renversant le propos s'agissant d'Angela Merkel : une intelligence de première grandeur mais un caractère « *insuffisant* ». Une excellente analyse que son souci du compromis empêchait de dégager les solutions optimales ou souhaitables.

« *Tschüss Mutti* », l'affiche se déploie en grand sur les murs de Berlin, sans la tête, et enfermant dans le fameux « losange » un verre de lait. C'est une publicité purement commerciale et non politique, dont bien peu ont relevé l'origine : Berchtesgaden. Où il semble que l'on produise le meilleur lait bio d'Allemagne !

Y. L. M.

Échec à la Reine ou échec au Roi ? Après la prise de Kaboul le 15 août dernier par les talibans, chacun des grands joueurs se met en devoir de prévoir le coup d'après et de se protéger.

Kaboul-Islamabad-Srinagar

PAR YVES LA MARCK.

Sahel, Irak, Xinjiang, zones tribales de l'Asie centrale : chacune de ces zones de conflit où l'islam est en jeu impose un relèvement du niveau d'alerte. Un regain d'attentats prémédités en Europe ou en Amérique semble cependant à ce stade moins d'actualité, même si on ne peut jamais exclure des actions isolées.

Moscou et Pékin, supposés être les premiers candidats à remplir le vide qui aurait été laissé par le retrait américain en Afghanistan, ont relativement peu d'intérêts directs localement. Leur premier réflexe a surtout été défensif. En réalité, Russie et Chine pourraient être appelées à jouer un rôle dans un second temps, comme médiateurs de situations conflits sur le terrain.

Quel terrain ? Les guerres d'Afghanistan, et spécialement les deux dernières, ont été des variables d'ajustement de l'éternelle rivalité au sein de l'ex-Empire des Indes. Le 15 août était la date anniversaire de l'indépendance respective de l'Inde et du Pakistan en 1947, c'est-à-dire de la partition. Dans les dernières années, en Afghanistan, le balancier avait penché au profit de l'Inde. Mais les Indiens furent les premiers à quitter l'aéroport de Kaboul le 15 août et le ministre indien des Affaires étrangères fut le premier à se précipiter à Washington, tandis que les Pakistanais prenaient langue avec le nouveau gouvernement afghan. Le Pakistan semble le principal bénéficiaire du retour des talibans.

L'enjeu du Cachemire. Le Pakistan a certes eu fort à faire dans la dernière décennie avec ses propres djihadistes. La version radicale indo-pakistanaise de l'islam a toujours été plus militante, y compris à travers ses diasporas (essentiellement britanniques), que les autres formes d'islam, arabe, africain, turc, iranien ou malais. On se souvient des *Versets sataniques* de Salman Rushdie. C'est un bouillon de culture qui peut à tout moment déborder. Le gouvernement d'Islamabad feint de croire néanmoins que ce n'est pas tant lui qui est visé que celui de New Delhi. Sans doute la majorité hindouiste qui y règne a-t-elle marginalisé la minorité musulmane – 175 millions ! à comparer avec les 220 millions de Pakistanais. Le principal sujet de contentieux réside toutefois dans la division du Cachemire, à population musulmane quoique sous l'autorité historiquement d'un prince hindou. L'Inde, en 1949 à l'issue de la première guerre du Cachemire, en avait conservé la plus grande partie sous un statut de semi-autonomie que le Premier ministre Narendra Modi a aboli le 5 août 2019. Le Cachemire (ou



Le premier ministre pakistanais Imran Khan. Son pouvoir est sous la tutelle de l'armée.

Kashmir) indien est une des zones les plus militarisées au monde (plus de 700 000 militaires indiens pour une population de 12,5 millions d'habitants).

L'une des premières conséquences de la première chute de Kaboul en 1989 fut le déclenchement d'une durable rébellion armée au Cachemire. Plusieurs fois les deux pays en vinrent aux mains. Bientôt celles-

Kaboul à l'épicentre de quatre puissances nucléaires : Russie, Chine, Inde et Pakistan. Plus bientôt l'Iran.

ci furent nucléarisées, rehaussant d'autant le niveau de dangerosité internationale. Or, qui peut dissuader un échange nucléaire entre Inde et Pakistan aujourd'hui sinon la Chine ? L'Inde n'est-elle pas entrée dans le mécanisme QUAD avec les États-Unis, le Japon et l'Australie, revitalisée après l'évacuation de Kaboul lors d'une réunion au sommet à Washington le 24 septembre ? New Delhi entend contrer l'expansionnisme prêté à Pékin (y compris dans l'Himalaya), mais d'abord se protéger contre Islamabad, alliée de Pékin et bénéficiant de l'espace stratégique afghan.

C'est une des ambiguïtés de la stratégie de l'Indo-pacifique. Après l'Australie qui, le 15 septembre, vient de franchir le pas du nucléaire (américain) au prix d'une

spectaculaire volte-face à l'égard de la France (et ses sous-marins conventionnels), le Pakistan sera bientôt le seul pays de la région à ne pas posséder de force sous-marine adéquate. L'Australie, de fil en aiguille, pourrait devoir se doter d'une capacité nucléaire, comme de son côté le Japon. Le nouvel acronyme d'Aukus serait ainsi l'amorce d'un Otan oriental dont on parle depuis longtemps. Mais l'Inde a-t-elle intérêt à se couper de ses soutiens traditionnels à Moscou ? Inde et Pakistan sont tous deux membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) aux côtés de la Chine et de la Russie, des quatre États d'Asie centrale et, pour la première fois, depuis le sommet de Douhanbé du 17 septembre, de l'Iran.

Quoi qu'il en soit, il faut s'attendre à un regain de militantisme kashmiri et de tensions fondamentalistes à Islamabad, bref à une forme de populisme largement prévisible mais aussi incontrôlable, ce qui pourrait entraîner un retour au pouvoir des militaires. L'actuel Premier ministre pakistanais, Imran Khan, est déjà aujourd'hui leur obligé.

Or, qui a quelque influence sur le haut-commandement de l'armée pakistanaise ? Les liens anciens avec leurs pairs américains ont été coupés. Les tensions avec l'Inde vont-elles conduire à une alliance militaire formelle avec la Chine, laquelle a besoin aussi de sécuriser « la route de la soie » le long de la vallée de l'Indus, érigé en débouché principal sur l'océan Indien ?

Quel poids accorder aux relations traditionnelles du Pakistan avec les pays du Golfe ? Islamabad se retrouve à la confluence des diplomaties qui se cherchent un rôle dans l'après-talibans : Turquie, Iran, Qatar, Émirats arabes unis (à l'exception de l'Arabie saoudite). Le Pakistan voit donc revenir vers lui un intéressant ballet diplomatique.

Il n'est jusqu'à Israël qui ne soit touché par l'onde de choc afghane. Alors que l'on y célébrait, le 14 septembre, le premier anniversaire des accords d'Abraham, il devenait évident que « la victoire des talibans rebat les cartes » (selon le quotidien *Ha'Aretz* de Tel-Aviv). L'idée d'un bloc arabe pro-américain et anti-iranien n'est plus aussi simple qu'il y paraissait il y a un an. Un Moyen-Orient qui ne s'arrête plus à l'Iran, mais qui est élargi à l'Afghanistan et au Pakistan – et à l'Inde –, appelle une sorte de plan « glissant », un rééquilibrage, un déplacement des centres de gravité, ce que le journal israélien appelle : « recalculer son orbite dans ce qui s'apparente à un réalignement des planètes ». ■



Allégorie du bon gouvernement, par Ambrogio Lorenzetti (1290-1348). Fresque du Palazzo Pubblico de Sienne.

WIKIPÉDIA. DOMAINE PUBLIC.

La force de la morale

Marie-Pierre Frondziak et Denis Collin sont tous deux professeurs de philosophie. Le premier a publié des ouvrages sur Jean-Jacques Rousseau et sur Sigmund Freud. Le second a consacré plusieurs ouvrages à la pensée de Marx, des essais politiques et *Morale et justice sociale* (Seuil, 2001) que nous avons présentés. Leur réflexion commune sur la morale vient à point nommé.

Dans une société qui n'est plus structurée par une religion désignant le Bien et le Mal selon une Loi transcendante, est-il possible de découvrir ou de se donner une morale commune ? La question devrait préoccuper au plus haut point les dirigeants politiques qui, trop souvent, traitent les questions sociétales en fonction des prétendus diktats de la modernité exprimés par de douteux sondages, ou par un strict calcul utilitaire.

Les militants politiques qui cherchent une ligne de conduite rigoureuse sont quant à eux dans la difficulté : ils doivent maintenir une nette distinction entre le domaine politique et la morale, ils se souviennent que toute morale de parti est un système d'aliénation mais ils savent que leur projet pour la cité se fonde sur des principes moraux et ils s'interrogent un jour ou l'autre sur les fondements de ceux-ci.

C'est là qu'interviennent Denis Collin et Marie-Pierre Frondziak, en proposant un livre à la fois pédagogique et engagé : leur présentation des grandes philosophies morales est passée au fil d'une critique qui éveille et stimule la réflexion – y compris sur les questions brûlantes.

Fondements de la morale. Il est audacieux d'évoquer et d'invoquer la morale, car ce mot est aujourd'hui associé à un ensemble de règles disciplinaires autant que désuètes. On préfère l'éthique, mise à toutes les sauces, pour leur donner du piment : on parle par exemple de l'éthique des affaires, ce qui peut laisser rêveur... Avec Marie-Pierre Frondziak et Denis Collin, distinguons le caractère public de la morale, qui la rend universalisable, d'une éthique toujours particulière et subjective. Ceci sans perdre de vue le lien qui les unit. Mais cette morale commune, *res publicaine*, ne se décrète pas : il faut lui trouver un fondement, intelligible pour les citoyens, et examiner les propositions des philosophes et des moralistes.

Faut-il suivre la nature ? Cela suppose qu'on se mette d'accord sur sa définition, problématique, et sur une philosophie de la nature. Mais laquelle ? On peut suivre les stoïciens en acceptant sa condition humaine et en prenant soin de tout autre être humain simplement parce qu'il est humain. Mais on peut aussi accepter la sélection des espèces comme morale naturelle et devenir impitoyable pour les faibles, suivre le raciste qui exclut de l'humanité ceux qu'il désigne comme para-

sites sociaux ou encore aller jusqu'au bout de sa jouissance en faisant souffrir autrui. Somme toute, « *ce qui rend les humains véritablement humains, c'est précisément qu'ils ne suivent pas la nature* ».

Peut-on trouver un fondement matérialiste à la morale ? Non. La philosophie matérialiste n'apporte rien à la réflexion morale et Marx se réfère à la morale commune que partagent le lecteur de Kant et celui des Évangiles.

Les pensées de Hobbes et de Jean-Jacques Rousseau ne sont plus guère diffusées dans notre société qui subit en revanche la forte influence des libertariens. Ceux-ci enseignent les vertus de l'égoïsme, que cultive l'homme libre sur le libre marché, mais c'est là une fiction, une robinsonnade : Aristote, Kant et Marx disent que l'homme est un être social qui est libre parce qu'il vit en société, dans la relation avec les autres hommes.

On peut bien sûr se réfugier dans le relativisme, dire à chacun sa morale comme on dit à chacun sa vérité, en invoquant la diversité des coutumes et des comportements. Le constat de la diversité des lois et des mœurs doit cependant s'accompagner d'un autre constat : en tous lieux, en tout temps, les hommes n'ont cessé de se

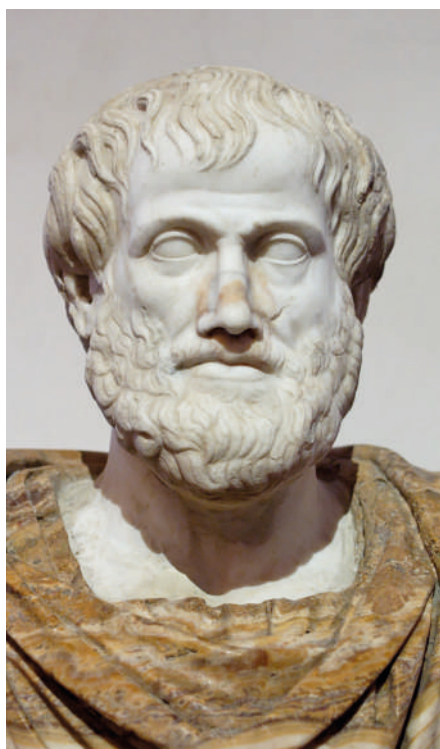
réclamer de principes universels, à commencer par la justice et la liberté. Ces principes peuvent être subvertis et trahis mais ils n'en demeurent pas moins l'ultime et commune visée.

Cette visée implique que l'homme, être social, respecte l'éminente dignité de tous les autres hommes, qui ont également soif de justice et de liberté. Ce respect ne va pas de soi : il peut être balayé par le cynisme, par la volonté de puissance, par la jouissance sadienne... C'est pourquoi, nous disent Marie-Pierre Frondziak et Denis Collin, il n'y a pas de morale sans l'impératif catégorique qui dicte nos devoirs selon la formule kantienne : *« Agis de telle sorte que tu traites l'humanité, autant dans ta personne que dans celle d'autrui, toujours comme fin et jamais simplement comme moyen »*.

L'impératif moral se distingue du droit qu'il fonde. La morale est subjective, elle implique un acte volontaire, un effort individuel, sans que les manquements à la morale soient sanctionnés autrement que par la réprobation d'autrui et par la honte du fautif. À l'inverse, le droit est objectif et assorti de sanctions effectives mais il ne saurait être à lui-même son propre fondement. Nous l'avons vu au siècle dernier : des institutions chargées de dire le droit peuvent accepter des lois injustes, des organes étatiques peuvent faire approuver par d'éminents juristes des législations discriminatoires ouvrant sur des pratiques inhumaines. Or *« les institutions les plus justes, le droit le plus impeccable, ne peuvent tenir que si règne parmi les citoyens une morale publique assez puissante qui réconcilie l'objectivité du droit et la subjectivité de la volonté morale »* – ce que Hegel nomme *Sittlichkeit*, cette « éthicité » qui est au fondement de l'État.

Encore faut-il comprendre comment se forme la morale en chacun de nous. Marie-Pierre Frondziak et Denis Collin consacrent de longues et fortes pages à cette question que je dois résumer de façon trop succincte : autrui joue un rôle primordial dans la genèse et la construction du Moi. Pas d'identité sans altérité ! La conscience morale se forge dans la relation à l'autre et aux autres, si bien qu'il *« n'existe pas d'antinomie entre le Moi et la morale mais une relation de nécessité, relation qui s'exprime en un jeu de miroirs, car si le Moi a besoin de la morale, des valeurs, pour s'estimer et justifier son existence, la morale a besoin du Moi comme origine et comme choix des valeurs. Ce qui rend la morale possible, ce n'est pas la raison, mais c'est l'entrée du sujet dans l'ordre symbolique qui rend possible la raison »*.

Questions épineuses. Marie-Pierre Frondziak et Denis Collin n'hésitent pas à s'opposer frontalement aux réformes sociétales réputées progressistes qui ont été adoptées dans notre pays ou qui pourraient bientôt l'être. Ils contestent les postulats du « Ma-



Aristote. Selon le Stagirite, *« pour la conduite de la vie, la connaissance du bien est d'un grand poids et dépend de la science suprême qui est la politique »*.

riage pour tous » : les personnes ne sont jamais de simples constructions sociales car il y a bien un fait de nature dans l'impossibilité pour deux femmes ou deux hommes de procréer ; l'égalité instituée par le « Mariage pour tous » est fictive puisque le désir d'enfant dans un couple

Marie-Pierre Frondziak et Denis Collin osent écrire que le désir n'a pas tous les droits et qu'il ne donne pas le droit de faire la loi

homosexuel est fonction des ressources financières du couple, qui peut s'offrir l'adoption, la PMA et la GPA. Au bout du compte, il y a bien marchandisation de la vie humaine.

En modelant les lois au gré des désirs, on favorise la toute-puissance de la loi qui régleme de plus en plus de pratiques sexuelles et on établit une surveillance tyrannique des relations intimes qui reprend le projet de tous les puritanismes religieux. La substitution du genre au sexe relève également du puritanisme : *« Le sexe qui a partie liée avec la nature doit être traqué, encadré et si possible éliminé. Sa transformation en construction sociale sous le terme grammatical de genre nous débarrasse de cette nature honnie avec tout ce qui marque le sexe, le sang menstruel, le sperme, les corps mêlés et la sueur des amants. Le genre est la dernière ruse du puritanisme »*.

Marie-Pierre Frondziak et Denis Collin osent écrire que le désir n'a pas tous les droits et qu'il ne donne pas le droit de faire la loi. Cette affirmation ne procède

pas d'une nostalgie d'un « ordre moral » religieux ou partisan mais du souci de la liberté : la toute-puissance du désir s'affirme dans le désir de toute-puissance, qui utilise la technique et qui est utilisé par elle pour parvenir à ses fins.

Nos deux auteurs n'ont pas plus de complaisance pour ce « droit à mourir dans la dignité » qui implique le « suicide assisté » que certains voudraient inscrire dans la législation. Il n'y a pas de « droit à mourir » qui aboutirait à la reconnaissance d'une créance sur la société qui assurerait les moyens du suicide à la manière dont le droit à la santé implique l'organisation d'un système hospitalier et d'un remboursement des frais de maladie. Il n'y a pas non plus de droit à mourir « dans la dignité » car une souffrance, même atroce, ne rend pas indigne mais implique des soins spécifiques et peut entraîner, chez le malade, le refus de l'acharnement thérapeutique. Et il ne peut y avoir de « suicide assisté » car le suicide est par définition un acte personnel : apporter une aide à celui qui veut se suicider, c'est refuser de porter assistance à une personne en danger, c'est violer l'interdit du meurtre. Si l'on aide un suicidaire, ce qui dans certains cas peut se comprendre, il faut répondre de cette aide devant la justice – qui peut d'ailleurs relaxer le prévenu.

Les groupes qui militent pour la GPA ou le suicide assisté et les partis qui s'enorgueillissent des réformes sociétales qu'ils ont votées n'expriment pas seulement l'esprit d'un temps acquis à la « modernité ». Ils épousent l'idéologie de la « société libérale avancée », adhèrent à ses pratiques et adoptent ses dispositifs techniques dans une confusion croissante. On proclame des droits – aussi bien le droit au suicide que le droit à l'enfant – au nom de nouvelles libérations qui engendrent de violentes répressions, de nouvelles dogmatiques et des censures qui osent maintenant s'avouer comme telles. On célèbre le jaillissement des désirs et on encourage la pulsion de mort, on réprime le sexe par le genre tout en exploitant l'immense et fructueux marché de la pornographie, on achète des enfants à l'étranger faute d'offre d'adoption suffisante en France et on s'apprête à pratiquer la location des ventres. La morale, la politique, mais aussi la psychanalyse, ont été congédiées : il s'agit de faire argent de tout, en repoussant toujours plus loin les limites à la rapacité.

Nous ne briserons pas ces logiques radicalement destructrices par des invocations mais par un retour offensif aux principes même de notre vie en commun – ceux-là même que Marie-Pierre Frondziak et Denis Collin ont pris soin d'expliquer. ■

BERTRAND RENOUVIN.

► Denis Collin, Marie-Pierre Frondziak, *La Force de la morale, Comment nous devenons humains*, Éditions RN, octobre 2020. Sauf indication contraire, les citations sont tirées de cet ouvrage.

Les nostalgériades



Fatiha Agag-Boudjahlat.

© LE CERF

Dans un nouveau livre, personnel et engagé, Fatiha Agag-Boudjahlat nous dit les difficultés de l'appartenance, quand on n'a pas eu le bonheur de naître tout simplement Français.

D'innombrables concitoyens se sont seulement donné la peine de naître Français. Il faut s'en réjouir et leur rappeler, de temps à autre, qu'ils ne connaissent pas leur bonheur. Puis suggérer à ceux qui vivent dans le confort identitaire de s'intéresser aux nouveaux venus dans la collectivité nationale – qu'on regarde trop souvent comme des immigrés, des Maghrébins, forcément musulmans.

Certes, le débat bientôt quarantenaire sur l'immigration ne cesse de malaxer les concepts

d'intégration et d'assimilation. À la lecture du nouveau livre de Fatiha Agag-Boudjahlat, ces deux mots paraissent inadaptés parce qu'ils simplifient des situations familiales complexes et des itinéraires douloureux. D'ailleurs, il faut se méfier de son propre regard et des répliques qu'on entend. Quand Fatiha passe une *djellabah* pour se rendre au bureau de vote le dimanche matin, le passant qu'elle croise la classe dans la « communauté maghrébine » et s'il s'agit d'un journaliste en quête de couleur locale, ou pire

d'un sociologue, elle peut très bien surjouer son identité.

Il est vrai que Fatiha se déclare maghrébine et musulmane et revendique ses nom et prénom qui la relient à une dure histoire familiale. « *J'ai connu la misère, nous dit-elle. J'ai grandi avec sept frères. L'un d'entre eux a fait 14 ans de prison en trois condamnations [...]. Nous avons dépendu des années des Restos du cœur [...], le Secours catholique nous a habillés des années durant* ». Quand Fatiha a obtenu son Capes d'histoire-géographie, elle est repartie faire du ménage en usine tandis que ses camarades prenaient des vacances.

C'est cette Française, républicaine longtemps engagée aux côtés de Jean-Pierre Chevènement, qui subit le mépris de fer de divers sociologues de gauche, outrés qu'elle ne tienne pas le rôle qu'ils lui assignent, selon la norme qu'ils ont fabriquée.

C'est cette féministe universaliste qui est considérée comme une « racisée » par les indigénistes, comme une « native informant » – un informateur indigène – harcelée par les bourgeoisies ultra-féministes et les journalistes complices qui voudraient qu'elle se conforme aux codes de sa communauté

supposée... pour que le féminisme ne tombe pas dans le péché d'islamophobie.

Exclue par les racistes de droite et dénoncée par les racistes de gauche, Fatiha Agag-Boudjahlat, aujourd'hui privée d'enseignement, apprenait à ses élèves immigrés ou issus de l'immigration à cheminer vers la commune appartenance nationale. Elle qui connaît la douleur de ce cheminement n'y va pas de main morte. Il faut voir comment elle brise le mythe de l'Algérie, pays de cocagne où, dit-elle, « *nous sommes des immigrés français* ». Elle nous fait aussi mesurer la difficulté d'une rupture avec le pays d'origine et avec sa famille, qui engendre une double culpabilité à laquelle s'ajoute, pour les femmes, la violence du patriarcat couverte par l'hypocrisie religieuse. Le témoignage de Fatiha est à cet égard accablant.

Il faudrait que les enfants dont nous parle Fatiha puissent aimer le bled et la France. Mais qui se soucie, à l'école, au lycée, de faire aimer la France? Souvent, les trois couleurs gênent moins les collégiens que leurs professeurs... ■

B. LA RICHARDAIS.

► **Fatiha Agag-Boudjahlat, *Les Nostalgériades, Nostalgie, Algérie, Jérémies*, Le Cerf, avril 2021.**

Dans les revues

Nous avons décidé d'agrandir la fenêtre d'observation de cette revue des revues vers Youtube et les blogs. Pourquoi? D'une part parce que ces supports accueillent un nombre de plus en plus grand de sites de réflexion approfondie et accessible dans tous les domaines, en particulier scientifique, philosophique, historique, économique, politique, etc.; D'autre part parce que, pour nombre de dossiers qui sont par essence politiques, il devient nécessaire de mettre à jour sa culture scientifique et technique, ou au moins d'avoir une compréhension générale des mécanismes qui sous-tendent leurs évolutions. Impossible de comprendre les conclusions du Giec, par exemple, ou d'évaluer les choix en matière de production d'énergie, sans avoir de notion claire de leurs enjeux et de leurs mécanismes. C'est ce qui différenciera les présenta-

tions faites dans cette rubrique de celles qui sont présentées dans « L'Écho du Net », qui s'intéresse plutôt aux prises de position liées à l'actualité et à leurs dimensions essentiellement politiques.

Pour commencer cette série, voici deux blogs dans le domaine scientifique et technique dont les apports sont très instructifs:

■ **Science étonnante.** Le blog et les vidéos Youtube de David Louapre. Un blog recevant plus d'un million d'abonnés, qui a soufflé ses dix bougies récemment. Quelques titres parmi les plus liés à notre réflexion politique: « *Krachs boursiers et tremblements de terre* »; « *Comment limiter la transmission aérienne du Covid?* »; « *Les politiques d'austérité: à cause d'une erreur d'Excel?* »; « *Crise énergétique? Crise de l'entropie!* »; « *Effet papillon et théorie du chaos* »; « *Tous racistes? Les biais implicites* »; « *Réformons l'élection présidentielle!* »; etc. Détaill-

lons un exemple: « *le jeu de la vie* » (<https://scienceetonnante.com/2017/12/08/le-jeu-de-la-vie/>). L'auteur présente, via une animation simple, un phénomène fascinant. Ce programme « *nous montre comment un système évoluant selon des règles simplistes peut engendrer des résultats incroyablement riches* ». On y voit l'émergence de structures (et de situations) complexes à partir de règles de base tout à fait élémentaires. C'est, pour les biologistes, ce qui explique la construction élaborée des termitières sans plan ni intelligence des acteurs (les termites). Pour les autres, c'est ce qui aboutit à des processus d'auto-organisation dans nombre d'événements sociaux, économiques, etc. Une présentation très ludique à voir absolument!

■ **Le Réveilleur.** Son responsable, Rodolphe, nous explique son but: « *je me suis vite rendu compte que les problèmes environnementaux avaient plus besoin de*

réponses économiques, politiques et culturelles que de connaissances scientifiques plus approfondies ». Mais, pour minimiser les impacts négatifs de nos choix politiques, et s'adapter à un monde qui change, il faut comprendre les grands problèmes environnementaux (énergie, biodiversité, pollution, changement climatique, etc.), et leurs conséquences ainsi que l'impact des technologies que nous utilisons. C'est ce que nous propose le blogueur, dans nombre de vidéos sur Youtube: « *Comprendre le Giec et ses rapports* »; « *La voiture électrique est-elle écologique?* »; « *L'énergie et nous* »; « *L'hydroélectricité* »; « *L'éolien* »; « *L'anthropocène* »; « *Le changement climatique, un constat* »; « *L'acidification des océans* », etc. Bonne lecture!

F. G.

► **Science étonnante:**
<https://scienceetonnante.com>
► **Le Réveilleur:**
<https://www.lereveilleur.com>

DR.



par Gérard Leclerc

Converser avec Jean-Luc Marion

Paul-François Paoli a réussi une belle performance. Obtenir de Jean-Luc Marion une longue conversation où l'intéressé lui confie le fil de son existence, de sa pensée et même de son rapport au monde. Ce n'était pas gagné d'avance. Le philosophe n'est-il pas voué à la patience du concept, comme certains disent, et son œuvre ne se défend-elle pas toute seule, sans qu'il éprouve le besoin de se répandre dans les médias, surtout si c'est sur le mode de l'aveu. Au surplus, l'auteur de *Dieu sans l'être* ne s'est jamais vraiment défini comme un intellectuel sur le mode d'un Sartre ou d'un Foucauld. Même s'il s'est associé un court moment à l'offensive des nouveaux philosophes. S'il a toujours eu des convictions politiques, il ne les a jamais défendues en militant. Observateur du cours des événements, auxquels il accorde pourtant une importance première, sachant qu'ils constituent l'étoffe de la vie, il ne s'est jamais risqué à la sociologie et à l'analyse historique.

Le dessein de son interlocuteur était de le faire, en quelque sorte, sortir de ses contraintes disciplinaires pour obtenir un récit autobiographique. Entendons-nous : ce récit est dominé par l'élaboration de l'œuvre philosophique, mais celle-ci s'insère dans un paysage humain, des relations qui ont beaucoup compté, notamment durant la période de formation. Ainsi deux visages se détachent, rue d'Ulm, quand l'étudiant rencontre ces deux monstres sacrés que sont Louis Althusser et Jacques Derrida.

Du premier, il ne retiendra pas grand-chose, ne serait-ce qu'à cause de la déception de ses cours, assez platement marxistes, sauf à garder de la gratitude pour l'« attention affectueuse qu'il réservait aux jeunes pousses que nous étions. »

Avec Derrida, c'est tout autre chose ! Non seulement, il prend en amitié le jeune Marion, mais il l'associe à son propre travail. Voilà qui doit nous retenir singulièrement aujourd'hui où la déconstruction fait tellement de ravages, dans tous les domaines universitaires, au point où l'on peut parler de « folie » avec Jean-François Braunstein. Or, ce n'est pas ce qu'a retenu l'élève admirateur de cette manière rabbinique « qui dédouble l'écrit, en cerne l'envers, en creuse la faille, en exhume le non-dit ». En s'attaquant à la métaphysique, dans une ligne heideggerienne, Jean-Luc Marion ne s'est-il pas inspiré de la déconstruction derridienne ? Oui, il y avait eu recours, mais elle n'a jamais été pour lui une finalité, plutôt un moyen de rebondir, car au-delà de Dieu sans l'être, subsiste intégralement le mystère de Dieu.

Philosophe et théologien. Que Jean-Luc Marion soit un philosophe catholique, tout le monde le sait, d'autant que sa renommée internationale lui confère un statut particulier. Pourtant, il maintient une distinction rigoureuse entre philosophie et théologie : « Quand un chrétien entre en philosophie, il pense de la philosophie, fait de la philosophie et aboutit à la philosophie. Et si d'autre part, il se soucie d'œuvrer en croyant dans l'ordre de la pensée, il s'adonne à la théologie. » Cependant, ajoute-t-il « il y va de l'épreuve même de la philosophie de dépasser ses propres frontières ».

On se souvient peut-être de la polémique lancée à l'encontre des penseurs accusés « d'un tournant théologique de la phéno-

ménologie française ». Michel Henry et Jean-Louis Chrétien, mais aussi Emmanuel Lévinas se trouvaient associés au même reproche. Mais la vraie question est de savoir si les intéressés ont contribué au dynamisme de ladite phénoménologie, ce qui paraît peu contestable.

Reste que Jean-Luc Marion est aussi théologien, et qu'il l'a montré par sa participation à la revue de théologie internationale *Communio* depuis sa création. Familier des plus grands théologiens du XX^e siècle, de Lubac, Daniélou, Bouyer, Urs von Balthasar, il a participé à l'histoire contemporaine du christianisme, telle qu'elle s'est développée à la suite du concile Vatican II et dans le sillage des papes Jean-Paul II et Benoît XVI. Ce dernier étant particulièrement proche de lui, puisque Joseph Ratzinger comme universitaire était un interlocuteur obligé. À tous ces noms, il convient d'ajouter aussi celui de Jean-Marie Lustiger, rencontré très tôt à l'aumônerie de la Sorbonne et dont le compagnonnage intellectuel et spirituel aboutira à une élection académique, le philosophe succédant au cardinal quai Conti. J'avoue être touché personnellement par cette évocation, car il est vrai, comme me l'a signifié l'ami Jean-Luc, qu'elle concerne une histoire à laquelle je me suis trouvé mêlé.

Mais Paul-François Paoli a aussi réussi à entraîner le philosophe sur des sujets très contemporains. Étonnamment, il se montre d'un optimisme qui contraste avec la mentalité décliniste contemporaine. Pour lui, « la France recèle des énergies, des ressources, des possibilités endormies que beaucoup de pays de l'hémisphère nord n'ont pas ». L'Église française même ne serait pas dans le fâcheux état que l'on déplore. Quant à l'Europe, elle est certes au cœur du nihilisme moderne, mais elle est forte d'une matrice culturelle qui peut lui permettre d'échapper à la paralysie, alimentée par l'obsession de l'impuissance. Comparée aux États-Unis, elle offre de meilleures chances de rebond : « Le réacteur atomique est en panne, mais il n'est pas éteint. La qualité et la profondeur du compost historique demeurent inégales. »

Optimisme ou lucidité ? Optimisme tout de même atténué, car l'universitaire familier des États-Unis se montre très inquiet quant à l'avenir de la superpuissance qui semble avoir épuisé son modèle : « Les Américains sont si autoréférencés, qu'ils n'éprouvent pas de difficulté à vivre dans un pays toujours plus clos sur lui-même. » C'est en définitive l'espérance du chrétien qui surdétermine le jugement général. Car la pensée du philosophe le cède à l'expérience de la foi, qui suppose « l'endurance d'un sportif de haut niveau et l'humilité du plus chétif vermisseau ». ■



► Jean-Luc Marion, *À vrai dire. Une conversation avec Paul-François Paoli*, Éditions du Cerf.

À signaler aussi la parution aux mêmes éditions de *Paroles données*, qui recueille les entretiens que le philosophe a accordés ces dernières décennies à des revues souvent savantes.

Osez le communisme!

Directeur de recherche au CNRS et membre de l'association « Les économistes atterrés », Frédéric Lordon est avant tout un puissant penseur d'économie politique. Son dernier essai, affirme la nécessité de sortir du capitalisme et en envisage les moyens.

Il ne faut pas surestimer la force des truismes. Le constat de l'incapacité du capitalisme, fondé sur une logique productiviste, à répondre aux catastrophes (climatiques, écologiques, sociales...) qu'il engendre relève de l'évidence. Mais, habitués que nous sommes d'images produites par la société de consommation, envisager la sortie du capitalisme pour sauver ce qui reste de notre environnement paraît inconcevable. Dans ces conditions, l'impératif politique, selon Lordon, est de favoriser les conditions d'un changement complet de modèle économique qu'il nomme le communisme, par antinomie au capitalisme. Bien conscient toutefois que le terme porte le stigmate des échecs et crimes du régime soviétique et de ses satellites – qu'il ne nie pas – l'auteur s'attelle à la tâche ambitieuse de faire rimer communisme avec espoir. Car le drame du communisme tel qu'il le conçoit est finalement d'être « *grêvé d'images désastreuses* » alors qu'il n'a « *jamais eu lieu* ».



Frédéric Lordon. Selon lui, le communisme n'a jamais vraiment été tenté.

Le monde tel qu'il ne peut plus être. – L'économie n'est pas un ensemble de lois naturelles immuables. Aucun équivalent entre la mondialisation, qui est une construction sociale, et la gravitation. Déplorer le réchauffement climatique et la pandémie de coronavirus tout en vantant, à l'échelle nationale, les politiques induites par la mécanique capitaliste relève de l'hypocrisie. Et pourtant, majoritaires sont encore ceux qui croient le capitalisme en mesure de corriger ses propres défaillances. La difficulté pour les penseurs de gauche est de quitter ce carcan idéologique.

Proposer, comme les contributeurs du *Manifeste Travail*, le bicamérisme d'entreprise (une chambre d'actionnaires et une de salariés) et la cogestion, sans poser la question de la division du travail, ne provoquerait aucune rupture véritable. Selon Lordon, démocratiser le capitalisme reviendrait à l'abolir, ce que ne souhaitent pas la plupart de ses contempteurs, qui se contentent d'aménagements. Cette « *critique pour les gentils* » du capitalisme est absurde. Combiner stimulation du marché (favoriser le libre-échange, résorber la dette publique, réformer le système des retraites...) et multiplication des « *petits gestes du quotidien* » pour « *changer nos modes de vie* » ne sera jamais la solution.

De même, il subsiste un hiatus entre la croyance en le dépassement de l'État-nation pour répondre aux crises planétaires et la remise en question de la mondialisation qui s'emploie pourtant à l'effacement des souverainetés. À ce propos, les réflexions de Lordon au sujet de la construction eu-

ropéenne ne manquent pas de pertinence, puisqu'il considère que les partisans d'une Union fédérale ne veulent que recréer, à une échelle plus grande, le modèle de l'État qu'ils estiment pourtant obsolète. Cohérent, l'économiste reconnaît qu'un

Les partisans d'une Union fédérale veulent recréer, à une échelle plus grande, le modèle de l'État qu'ils estiment pourtant obsolète.

internationalisme communiste entrerait lui aussi en contradiction avec la question environnementale. Mais il souligne aussitôt qu'à l'exception de la révolution espagnole de 1936, aucun soulèvement populaire dans l'histoire n'a été authentiquement internationaliste.

Changer de modèle nécessitera donc des sacrifices. Puisque le mode de vie capitaliste est insoutenable (libre échange à grande échelle, endettement, déplacements en avion, construction de *data centers*...), changer notre approche de la production, de la consommation, de la répartition des richesses et de la division du travail devra s'imposer, croit Lordon.

La question du « comment ? » – Louons d'abord la lucidité de l'auteur. Sa connaissance des rouages de la « démocratie bourgeoise » d'une part, son analyse approfondie des modèles économiques, d'autre

part, le conduisent à fermer la porte aux hypothèses condamnées d'avance. La sortie du capitalisme ne se produira pas par l'élection, qui vise à perpétuer le système, dans le meilleur des cas à l'aménager aux marges. La complexité de la division du travail rend également illusoire le communisme à base d'initiatives locales, elles-mêmes incapables de subvenir à l'ensemble des besoins d'une société humaine, sauf à renoncer à un nombre considérable de biens ou à rechercher des échanges avec d'autres communautés autonomes. Dans cette seconde hypothèse, la construction d'un contre-modèle en « réseau » serait combattue, à l'évidence, par les structures capitalistes qui ne pourraient laisser s'épanouir des initiatives menaçantes. Une forme révolutionnaire pourrait bien naître de la convergence des luttes. Lordon emboîte le pas d'une partie de la gauche radicale, laquelle pense pouvoir faire le trait d'union entre luttes contre sexisme, racismes « systémiques » et lutte des classes. L'argument avancé serait l'incapacité du capitalisme, essentiellement opportuniste, à être fondamentalement antiraciste puisqu'il se nourrit de travailleurs précaires, donc immigrés. Sur ce point, l'essai ne convainc pas vraiment, ce qui laisse suspendue, de fait, la question du comment.

En revanche, la conceptualisation d'un modèle inédit adapté aux besoins du XXI^e siècle fait la force de *Figures du communisme*. Frédéric Lordon développe longuement les tenants et aboutissants de la « *garantie économique générale* ». Faire en sorte que « *la situation matérielle des individus ne soit plus à la merci de choses qui ne dépendent pas d'eux* » est la philosophie de ce revenu qui serait versé aux individus sans contrepartie. Cette garantie mettrait donc fin au salariat, mais pas au travail. Lordon considère que, délivrés de l'angoisse de la fin de la relation de travail d'une part, et par la nécessité de la rentabilité, d'autre part, les individus ne peuvent fournir un travail de qualité. Non sans une dose d'idéalisme, il propose donc de leur rendre liberté et envie de faire ce qu'ils font le mieux. En finir avec le financement par la dette, par un système de subvention (pour les projets) et de simples dépôts bancaires (pour les particuliers) est tout aussi séduisant et paraît plus réaliste.

La pensée de Lordon est éminemment originale, elle est utilement prospective et, quoi qu'on pense des solutions proposées, solidement argumentée. Trois mérites, trois raisons de la découvrir. ■

CASIMIR MAZET.

► Frédéric Lordon, *Figures du communisme*, Éd. La Fabrique, mars 2021.

Le Moyen Âge hors des sentiers battus

Que buvait-on, que mangeait-on au Moyen Âge ? Quand avait-on le droit de faire l'amour, selon le calendrier liturgique ? Tout passionné de cette période connaît l'éminent médiéviste Jean Verdon. Voici que l'intéressé nous régale d'un nouvel essai décapant.

L'un des talents de Jean Verdon est de donner à voir la Grande Histoire par *le fenestrou*, et non forcément par la porte d'entrée. Ses ouvrages sur la vie quotidienne au Moyen Âge sont d'une fluidité déconcertante bien que mâtinés d'une colossale érudition. On ne peut qu'applaudir après avoir refermé son dernier essai. L'auteur choisit en effet d'adopter une forme originale : de courts chapitres évoquent un fait juridique ou historique insolite, une pratique que beaucoup n'auraient pas imaginée dans la société de l'époque. Florilège des plus savoureux.

Officiellement, au Moyen Âge et dans le cadre d'un mariage chrétien, on ne fait pas l'amour quand on le désire mais en fonction de la physiologie féminine et du calendrier liturgique. Ainsi, il faut retirer les dimanches (jour du Seigneur), les périodes avant Pâques, Noël, la Pentecôte et la communion, ainsi que celles des menstruations et de l'après-grossesse. On tente de



Tapiserie des vendanges (XV^e siècle). Musée de Cluny.

faire pression sur les couples par bien des moyens, à commencer par la promesse d'un bébé infirme s'il est conçu en dehors des périodes autorisées.

Et qui se rappelle, – ou même qui a déjà su – que deux voire trois papes avaient régné en même temps au XIV^e et au XV^e siècles ? Urbain VI (Bartolomeo Prignano) est élu le 8 avril 1378. Mais cette élection contient son lot de polémiques. Le cardinal Jean de la Grange mène une fronde contre lui et parvient à convaincre une partie des cardinaux de la nécessité d'en élire un autre : ce sera Clément VII (Robert de Genève), le 20 septembre. Quelques années après, ce sont leurs successeurs, Grégoire XII, Benoît XIII et

Alexandre V (suivi rapidement de Jean XXIII) qui s'affrontent, jusqu'à l'abdication du premier en 1415 et l'abandon du second par ses propres partisans en 1418.

On redécouvre également l'existence des Goliards, ces clercs ou étudiants pauvres « qui n'ont pas pu trouver une fonction ou une prébende », explique Jean Verdon en citant Étienne Wolff, le traducteur des *Carmina Burana*, le dernier des recueils de poèmes latins du Moyen Âge, écrits entre 1220 et 1250. Les Goliards sont un peu les enfants terribles de l'Église. Ils s'attaquent avec virulence à ses représentants : le pape et les évêques. « Ils chantent l'amour, le jeu, le vin ». Sociologique-

ment, ils sont plutôt jeunes et ont fait des études. Du fait de l'instabilité de leur situation, ils sont mis au ban de la société. Plusieurs conciles exhortent à les raser, pour qu'on ne reconnaisse plus leur tonsure.

Bien d'autres anecdotes viennent jaloner cet ouvrage. D'une plume vive, Jean Verdon se montre, une fois de plus, le maître indiscutable, à même de donner une vision d'ensemble précise de la vie des hommes et des femmes qui ont traversé le Moyen Âge. ■

INDIANA SULLIVAN.

► Jean Verdon, *Étonnant Moyen-Âge*, Perrin, avril 2021.

Hommage

■ **Saint-Saëns.** – Le 16 décembre 1921 disparaissait Camille Saint-Saëns, un des chefs de file de la musique française de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e. Si le Festival de Cannes, qui a annexé son Aquarium en 1990, a rendu sa musique familière aux oreilles d'aujourd'hui, subsiste-t-il de lui autre chose que son *Carnaval des animaux* ou sa *Danse Macabre* ? À lire certaines histoires de la musique, il aurait très bien pu n'en rien rester.

Ainsi Émile Vuillermoz, en 1949, jugeait qu'il était certes un excellent pianiste, mais un piètre compositeur, « son intelligence aiguë [ayant] joué un rôle plus actif que sa sensibilité » ! Pourtant, à visiter la surprenante exposition que lui consacre jusqu'au 14 octobre la Bibliothèque-musée de l'Opéra Garnier, la célébrité dont il a joui de son vivant n'était pas volée.

Saint-Saëns a en effet marqué de son empreinte près de quarante ans de vie musicale où se croisèrent Berlioz et Rossini, List et Wagner, Ravel et Stravinsky. Et l'on n'a pas fini de redécouvrir une œuvre qui, loin de se cantonner à la musique, est foisonnante, puisque Saint-Saëns multiplia les initiatives et les prises de parole en faveur d'un certain art français.

N'oublions pas qu'il fut aussi un homme de convictions, républicain sous le Second Empire, patriote intransigeant sa vie durant. Espérons en tout cas que suffisamment de tympans restent en état d'apprécier sa grande *Symphonie pour orgue en ut mineur*, sa *Havanaise*, sa *Suite algérienne* et ses merveilleux concertos pour pianos. ■

S. B.

Exposition

■ **Un prince oublié.** À travers tableaux, gravures, dessins, caricatures ou sculptures, le musée Ingres-Bourdelle de Montauban retrace les étapes de la vie de Ferdinand-Philippe d'Orléans, fils aîné du roi Louis-Philippe, prince au destin brisé qui fut à la fois mécène et ami de Ingres.

Le prince est un ami des artistes avec des goûts éclectiques tant en sculptures, qu'en peintures ou en mobilier. L'aménagement de ses appartements aux Tuileries en est une illustration. Soutien des Romantiques, il aime tout particulièrement les artistes refusés au Salon. Il sait à l'occasion soutenir financièrement un artiste en difficulté, indépendamment de ses convictions politiques. Cela contribua à sa grande popularité.

Mais si le mécène est respecté, le prince, lui, est davantage critiqué et les caricaturistes s'en donnent à cœur joie. Celui que les légitimistes appellent *le Grand Poulot*, est représenté en forme de courge, par Traviès. L'exposition nous montre aussi un héritier du trône passionné par la chose militaire, soucieux de remplir ses obligations d'héritier du trône dans tous les domaines. Elle nous rappelle ses bonheurs domestiques, son mariage, ses enfants, inséparables de sa fonction de futur roi.

On voit ainsi émerger de sa chrysalide de jeune prince un futur monarque dont le destin est hélas brisé le 13 juillet 1842 par un accident de calèche. Naît alors la légende dorée. Pas une préfecture, pas une mairie, qui ne réclame un buste ou un portrait du prince. Sans oublier les particuliers. Celui, entre autres, réalisé par Ingres en 1842 fait l'ob-

jet de nombreuses reproductions. Nous découvrons la chapelle de Neuilly, érigée en 1843 à l'endroit même où le Prince a rendu son dernier soupir, avant de rentrer dans la légende puis, avec le temps, dans l'oubli. ■

MARC SÉVRIEN.



► « Ferdinand-Philippe d'Orléans ; Images d'un Prince idéal », Musée Ingres-Bourdelle de Montauban. Jusqu'au 24 octobre 2021.

Marcel Joyeux

Dès l'été 40, les premiers groupes de résistance cachent du matériel militaire. Les actions s'intensifient à partir de 1942, avec la chasse aux collaborateurs, les sabotages et l'aide aux camarades prisonniers. À Toulouse, le capitaine Joyeux, dit « Joly l'intrépide », mène la vie dure aux Allemands et aux miliciens. Au prix de sa vie...

En juin 1943, Pierre Bénouville arrive en gare de Toulouse-Matabiau. Il est attendu par une petite équipe issue des Groupes francs de Jacques Renouvin. Il raconte : « J'avais devant moi deux chefs de la Résistance, deux hommes d'action des plus efficaces – Joly et Carton – qui ne cachent nullement qu'ils sont tous deux royalistes. » Effectivement Marcel Joyeux (alias Joy ou Joly) et Louis Pélissier (alias Carton, voir *Royaliste* n°1214) sont deux chevilles ouvrières de la Résistance toulousaine.

Marcel est né le 29 mai 1911, près de la basilique de Saint-Denis, dans la famille d'Auguste Joyeux et de Marcelline Busseau. Son père est un vaillant combattant des tranchées, mutilé de la Grande Guerre. Le jeune Marcel s'intéresse à l'aviation (vol à voile) et s'engage dans l'Armée de l'Air. Excellent dessinateur, il travaille dans un bureau d'études pour la Marine et l'Aviation. Juste avant la guerre, il se marie avec Marguerite Josselin, dont il a un fils, Jean-Pierre, en 1939.

Après la débâcle, il loge sa famille rue Job à Toulouse. Le capitaine Marcel Joyeux et sa jeune femme se mettent au service de la cache du matériel militaire. Recrutant des résistants dans les usines d'aviation et dans les milieux étudiants, le capitaine prélève des armes dans les stocks et les fait disparaître dans différents dépôts disséminés dans la région toulousaine.

L'adjoint de Jacques Renouvin. Le Créole Jean Joly, le recrute en septembre 1942, et l'enrôle dans les Groupes francs de Combat. Son dossier à la commission régionale pour la Légion d'Honneur décrit son action : « A participé comme chef de son groupe à tout transport d'armes, conduisant lui-même un camion. Allant aux parachutages avec ses G.F. Posant des bombes au R.N.P (Déat), aux vitrines des collaborateurs. Effectuant filatures et cassages de gueules s'il le fallait. Camouflant des chefs de Résistance ayant maille à partir avec la police française ou la Gestapo. A monté et dirigé une évasion en juin 1943 de quatre détenus de la prison d'Agen en huit minutes. A participé avec l'équipe Morhange au rapt de trois P.P.F. très dangereux de Toulouse en octobre 1943. Leur interrogatoire permit de sauver plusieurs officiers et camarades également menacés. Exécution de plusieurs agents de la Résistance passés à l'ennemi, d'après les demandes des chefs des régions que Joly (Joyeux)



Le capitaine Marcel Joyeux (1911-1944). Mort pour la France.

surveillait. Noyautage des services de la police, de l'Hôtel de Ville, de la Préfecture, pour faux papiers et titres d'alimentation. Rapt de voitures de la commission

« Chef de grande valeur, qui a su communiquer sa flamme à son groupe, menant une vie d'enfer à la Gestapo et à la Milice... »

(dossier Légion d'Honneur de Marcel Joyeux)

d'armistice, etc. »

Lorsqu'il faut cacher Pierre Bénouville, venu se marier à Toulouse, le capitaine le loge dans une de ses planques en banlieue. « Ma femme, tout en bavardant, ouvrit un placard pour trouver une place où déposer les quelques affaires que nous avions (...). Je me retournai saisi par le bruit effrayant que faisaient en tombant des mitraillettes empilées dans le placard (...) J'ai trois tonnes d'armes enfouies dans le jardin, me dit Joyeux, et deux tonnes dans la maison... »

Comme son ami Louis Pélissier, il devient agent des Services Spéciaux de l'armée française (réseau Morhange) et du réseau Mithridate. En octobre 1943, il élargit ses actions sur la région de Brives et Limoges.

Entretiens en juin 1943, le nouveau chef des Groupes francs pour les Mouvements Unis de la Résistance (MUR), Serge Asher

Association François Verdier Forain – Libération sud.

alias Ravel, lui commande d'armer les révoltés (19/23 février 1944) de la prison centrale d'Eysses près de Villeneuve-sur-Lot. Ravel lui donne comme contact Vincent Fenoglio, un communiste évadé. Marcel Joyeux refuse catégoriquement de lui fournir des armes. D'après Ravel, il aurait invoqué que les résistants internés à Eysses étaient communistes. Tous les mouvements de Résistance, les gaullistes, les communistes, les chrétiens, les républicains espagnols, etc., sont représentés dans cette Centrale, considérée par Vichy comme la plus sûre. En fait d'autres raisons existent, entre autres que la Wehrmacht et des compagnies SS qui entourent le camp, menacent de raser la Centrale à coups de canons et préparent un véritable massacre... De plus la Résistance ne possède pas tant d'armement disponible et ne désire pas se lancer dans une action vouée à l'échec.

Comme on s'en doute, Serge Ravel est très critique à son égard, l'accusant de se comporter plus « en chef de bande qu'en responsable d'une organisation de Résistance ». Plus tard, il reconnaît pourtant que Marcel Joyeux avait été un homme « de grande qualité ».

L'arrestation. Peu de temps après cette rivalité, le 24 mars, Marcel Joyeux est arrêté par la *Geheime Staatspolizei* (Gestapo). Conduit au « château », 2 rue Maignac (aujourd'hui rue des Martyrs de la Libération) où les « interrogatoires » sont particulièrement violents. De mars à juin 1944, il est logé dans le secteur allemand de la prison St-Michel. Sa femme, qui fut aussi un agent de liaison de Combat et leur fils se réfugient dans la Montagne Noire, aux confins de l'Aude et du Tarn.

Le 17 juin 1944, le capitaine Marcel Joyeux est conduit, avec quatorze autres résistants, au Bois de Reulle, entre Castelmaurou et Gragnague (près de Toulouse), où ils sont fusillés et enterrés anonymement et surtout complètement oubliés. L'histoire pouvait s'arrêter là mais, au début du nouveau siècle, un petit groupe de chercheurs, grâce aux tests ADN, identifie la dépouille du capitaine Joyeux et la rend à sa famille. L'acte de décès, établi le 27 novembre 2013, porte la mention « Mort pour la France ». Il repose aujourd'hui auprès des siens à Jaunay-Clan en Haute-Vienne. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

(À suivre : Raymond Fassin)

Brèves royales

■ **Brésil**, le 7 septembre : À l'occasion de la fête d'indépendance, le prince Pedro-Tiago d'Orléans-Bragance, prétendant au trône, a proposé de passer « d'un régime présidentiel à un régime parlementaire afin de créer un environnement sain permettant une future restauration monarchique ». Connu pour ses combats contre le racisme et pour la démocratie, le prince estime qu'il est temps d'élire « de vrais patriotes qui, par des moyens légaux et légitimes, recherchent les transformations fondamentales de notre société ».

■ **Maroc**, le 8 septembre : Le roi Mohammed VI a tiré les conclusions de la récente défaite aux élections du Parti de la justice et du développement, la droite islamiste au pouvoir depuis 2011. Il a chargé les libéraux du Rassemblement national des indépendants, véritables vainqueurs du dernier scrutin et réputés proches du palais royal, de former le prochain gouvernement. Une coalition au pouvoir qui inclut le parti nationaliste de l'Ishtiqal et les monarchistes du Parti authenticité et modernité.

■ **Bulgarie**, le 12 septembre : Sa Sainteté Néophyte, métropolite de Sofia et patriarche bulgare et les représentants de l'Église orthodoxe sont venus bénir la chapelle restaurée « Saint Tsar Boris et Jean de Rila » du palais de Vrana. Ils ont été accueillis par le roi Siméon II qui avait reçu la veille les envoyés du patriarche Bartholomée I^{er} de Constantinople et ceux du patriarche Cyrille de Moscou. C'est ici qu'est conservé le cœur du roi Boris III.

■ **Suède**, le 14 septembre : « *Le bonheur et la prospérité d'un pays dépendent des connaissances et de l'éducation que nous donnons à nos jeunes. Honorables députés, les décisions que vous prenez dans cette Assemblée façonnent notre pays* ». Le roi Carl XVI Gustav a ouvert la nouvelle session parlementaire sur fond de tensions politiques et de rumeurs de sortie de l'Europe. « *Au cours des 18 derniers mois, la pandémie et sa gestion ont marqué notre pays et le discours public. Mais, les autres défis ne manquent pas. Il y a des nuages troubles qui s'amoncellent tant à l'intérieur des frontières de la Suède que dans le monde qui nous entoure. Pensez sur du long terme* » a rappelé le souverain.

FREDERIC DE NATAL.

La Nouvelle Action Royaliste

Les Mercredis de la NAR

■ Le programme des Mercredis de la NAR pour octobre et novembre est fixé comme suit :

Mercredi 6 octobre
Pierre Vermeren,

« L'impasse de la métropolisation ».

Mercredi 13 octobre
Gérard de Cortanze,

« Louis XVI, le roi qui voulait voir la mer ».

Mercredi 20 octobre
Jacques Sapir,

« La démondialisation ».

Mercredi 27 octobre
Pascal Ory,

« Qu'est-ce qu'une nation ? ».

Mercredi 10 novembre
Chiheb M'Nasser,

« France-Islam : une blessure nationale ».

Mercredi 17 novembre
Marcel Gauchet,

« L'invention du christianisme ».

Mercredi 24 novembre
Jean-Christian Petitfils,

« Henri IV ».

Chaque conférence débutera à 20 heures précises dans nos locaux parisiens. Elle se tiendra dans le respect des contraintes sanitaires afin d'assurer la sécurité de tous les participants. Dans la salle, le public se limitera à dix personnes : notre invité, deux organisateurs, sept auditeurs vaccinés ou récemment testés, qui recevront une invitation spécifique. Les demandes de participation peuvent être adressées par voie de message à notre adresse lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr, cinq jours à l'avance.

Les autres auditeurs pourront assister à la réunion sur leur ordinateur. Chaque semaine une invitation sera adressée par voie de circulaire électronique à nos abonnés qui disposeront ainsi d'un lien de connexion et qui pourront poser par écrit leurs questions à notre invité. Ainsi nos lecteurs non franciliens pourront-ils accéder directement aux conférences.

Coralie Delaume



D.R.

■ À l'occasion du premier anniversaire de la disparition de Coralie Delaume et de la publication de son livre posthume *Souveraineté française*, un colloque à la mémoire de notre amie se tiendra le samedi 2 octobre à Montélimar (salle Saint-Martin - 4, rue Bernard Cathelin) de 10 h 45 à 17 h 30.

Y interviendront : David Cayla, Frédéric Farah, Emmanuel Maurel, Tatiana Ventôse, David Desgouilles, Aurélien Bernier, Georges Kuzmanovic, Philippe Guibert et Stéphane Rozès.

Nos amis peuvent y participer, en s'inscrivant via le formulaire en ligne suivant : <https://forms.gle/32UU2nsUE1DNGmTd7>.

Par ailleurs, Bertrand Renouvin a été invité à participer au comité d'organisation de l'association des amis de Coralie Delaume, récemment créée.

Vidéos de la NAR

Toutes les conférences des Mercredis et les vidéos de la NAR sont accessibles sur la chaîne Youtube de la NAR qui compte aujourd'hui plus de 1 600 abonnés. Pour regarder ces vidéos et partager leur contenu avec vos amis, il vous suffit de suivre les liens suivants :

<https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>
ou <https://archivesroyalistes.org/-audio->

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin

Directeur adjoint : C. Barret

Rédacteur en chef : N. Palumbo

Maquette/SR : F. Aimard

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr

Com. Paritaire : 05 14 - G 84 801

ISSN 0151 - 5772

Édité par la NAR

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

☐ Je m'abonne à Royaliste

VERSION PAPIER o TROIS MOIS (20 €) o SIX MOIS (30 €) o UN AN (50 €) o UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF o UN AN (40 €) o UN AN SOUTIEN (50 €)

o Je paye par chèque à l'ordre de Nouvelle Action Royaliste

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin - réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C - Boîte 13 - 36-38, rue Sibuet - 75012 PARIS

D.R.



par Bertrand Renouvin

Illusions et renoncements

Sept jours ont suffi pour que la tempête déclenchée par l'Australie vienne mourir dans les eaux tièdes d'un communiqué diplomatique. Sept jours seulement.

Pourtant, la soudaine rupture du « contrat du siècle » portant sur l'achat de sous-marins français avait été dénoncée comme un « coup dans le dos » par Jean-Yves Le Drian. Pourtant, le rappel de nos ambassadeurs, en Australie et surtout aux États-Unis fut cent fois pointé comme un événement sans précédent dans les relations franco-américaines. Hélas, en fait de crise, il s'agissait de simples gesticulations avant de tourner la page.

À la suite d'un entretien téléphonique entre Emmanuel Macron et Joe Biden, le communiqué du 22 septembre convient que des « consultations ouvertes entre alliés » auraient évité la crise et reconnaît le rôle de la France dans la région indopacifique. Mais le léger regret exprimé par le président américain et les assurances polies qu'il veut bien nous prodiguer ne changent rien à la réalité : ce sont les États-Unis qui fourniront des sous-marins à l'Australie.

La France se trouve doublement humiliée. Par les États-Unis, les Britanniques et les Australiens. Par ses propres dirigeants, incapables d'envisager une réplique à la hauteur de l'affront.

Il est inutile de maudire les Américains et leurs alliés dans le Pacifique. Les uns et les autres prennent les décisions conformes à leurs intérêts stratégiques, comme ils l'ont toujours fait. Le gouvernement français aurait dû se méfier et activer nos services de renseignement mais cela ne pouvait suffire. Le « coup dans le dos » du 16 septembre a été rendu possible parce que depuis la fin du siècle dernier, les dirigeants de notre pays ont délibérément choisi d'être les supplétifs des États-Unis. Tel fut le cas dans les Balkans face à la République fédérative de Yougoslavie, puis en Afghanistan, en Europe face à la Russie lors de la crise ukrainienne et en Irak – avant comme après notre complet retour dans le commandement intégré de l'Otan. Il est insupportable, mais logique, que nous soyons traités comme supplétifs dans le Pacifique.

La classe dirigeante vit dans l'illusion confortable qu'il suffit de participer à la puissance d'autrui pour assurer sa propre puissance. Le cruel destin des troupes supplétives, des gouvernements fantoches et des États soumis montre qu'il n'en est rien : il y a toujours un moment où le maître du jeu sacrifie ses pions ou change d'échiquier.

L'illusion atlantiste s'est accompagnée d'un discours sur « l'Europe-puissance » qui additionnait les millions de consommateurs et les quantités produites dans l'Union européenne... en

oubliant les intérêts des différents États nationaux. C'est ainsi que la France a été confrontée à la puissance allemande, qu'elle a voulu enjoliver par la fiction du « couple franco-allemand ». Or voici qu'Emmanuel Macron découvre que, pendant la crise franco-australienne, l'Allemagne n'a pas hésité à signer avec l'Australie un partenariat sur les technologies spatiales.

Somme toute, la classe dirigeante de notre pays a commis trois erreurs magistrales :

Elle a cru que la Chine serait « l'atelier du monde » dans le libre-échange mondialisé, et qu'une France post-industrielle tirerait profit de sa spécialisation dans les services. Or la Chine est devenue une grande puissance offensive, voire agressive.

Elle a cru que la zone euro serait une « forteresse » abritant des échanges prospères. Or l'euro a favorisé l'Allemagne et provoqué, entre autres méfaits, la désindustrialisation de notre pays.

Elle a cru que le retour dans la « famille occidentale » nous permettrait de participer aux décisions stratégiques de la plus grande puissance mondiale. Or, en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, la France a été simplement conviée à suivre le mouvement, jusqu'à son terme désastreux.

La France et les Français ont payé cher les trois erreurs de ses oligarques. À l'intérieur, désastres industriels, déficit commercial, inégalités croissantes entre les citoyens et entre les régions. À l'extérieur, la France joue un rôle des plus effacés dans les Balkans, en Asie centrale et au Proche-Orient – théâtres de ses interventions militaires – et n'a tiré aucun avantage de son alignement sur les États-Unis face à la Russie.

La classe dirigeante ne tirera aucune leçon de ses erreurs et des échecs qui en résultent pour la France. Dans ses salons et ses colloques, elle continuera de moquer l'arrogance française, de disserter, l'air grave, sur l'absence de marges de manœuvre, de célébrer la rigueur allemande et le capitalisme américain.

Ici, nous n'avons plus depuis longtemps voix au chapitre mais on ne peut nous empêcher de préparer l'avenir. On ne construit rien dans la dépendance. L'action extérieure de la France doit se fonder sur le principe de souveraineté selon lequel doivent s'organiser notre armée, notre politique monétaire, nos innovations technologiques et la mobilisation de notre économie.

La destruction de la zone euro et la sortie du commandement intégré de l'Otan ne sont que des préalables à la mise au point d'un nouveau système d'alliances permettant que la France retrouve son rang et le fasse respecter. ■

Sommaire

Page 2 – Relance ? Vous avez dit relance ? – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Montebourg remonté. – L'écho du net.

Page 4 – Brèves de campagne. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Tsunami sur l'Alliance atlantique.

Page 6 – Russie : un système très largement bloqué. – Voix étrangères. – Les Faits majeurs.

Page 7 – Kaboul, Islamabad et Srinagar : la crise afghane dans son environnement géopolitique.

Pages 8 et 9 – Synthèse : La force de la morale.

Page 10 – Nostalgériades. – Dans les revues.

Page 11 – Converser avec Jean-Luc Marion.

Page 12 – Osez le communisme.

Page 13 – Le Moyen Âge de Jean Verdon. – Exposition Ferdinand Philippe. – Hommage à Saint-Saëns.

Page 14 – Royalistes contre nazis : Marcel Joyeux.

Page 15 – Le mouvement royaliste.

Page 16 – Éditorial : Illusions et renoncements.